

Note de présentation
Projet de décret relatif à l'utilisation du domaine public maritime
en dehors des limites administratives des ports

Le présent décret concerne, d'une part, les concessions d'utilisation du domaine public maritime (CUDPM) et, d'autre part, les zones de mouillages et d'équipements légers (ZMEL).

Les concessions d'utilisation du domaine public maritime

Il s'agit des titres domaniaux privilégiés pour encadrer le développement de toute activité en mer susceptible de porter atteinte à l'état naturel du rivage, à condition que les travaux et installations associés soient affectés à l'usage du public, à un service public ou à une opération d'intérêt général. Afin de fluidifier le déroulement de l'instruction administrative des demandes de concessions, certaines précisions sont introduites dans le projet de décret soumis à l'avis du bureau du CNML. Celles-ci visent essentiellement à clarifier le rôle du préfet maritime et le moment où il est amené à rendre son avis conforme.

Les zones de mouillages et d'équipements légers

Le dispositif des ZMEL a été créé par la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral et encadré par un décret du 22 octobre 1991. Il offre plusieurs atouts :

- il permet une amélioration de la situation initiale par une (ré)organisation des mouillages existants et une limitation des mouillages dits « sauvages »,
- il contribue à une sécurisation du plan d'eau et à la bonne conciliation des usages sur le littoral,
- il est un gage de préservation des écosystèmes littoraux et marins car à des degrés divers, suivant la localisation géographique et surtout le profil côtier, il mobilise des techniques souples et réversibles d'aménagement.

300 ZMEL sont aujourd'hui en cours d'exploitation correspondant à une capacité d'accueil totale d'un peu plus de 34 000 places. La nécessaire conciliation des usages liés à la plaisance avec les enjeux de préservation du littoral et des milieux marins suppose aujourd'hui de poursuivre et renforcer le recours à ce dispositif collectif de gestion des mouillages. Tel est d'ailleurs l'objectif de la mesure 55 du CIMER qui prévoit « d'adapter la réglementation pour favoriser le développement de zones et d'équipements de mouillage plus écologiques préservant les habitats marins fragiles ».

Aussi, il est proposé de rénover le dispositif des ZMEL autour de quatre axes majeurs :

- l'ouverture à d'autres types d'embarcations que celles relatives à la plaisance à condition qu'elles soient destinées à la navigation maritime ;
- la clarification des dispositions relatives aux équipements et installations autorisés dans ces zones avec la volonté de réaffirmer le principe de réversibilité des aménagements liés aux mouillages en dehors des ports ;
- l'intégration dans la procédure d'instruction des demandes d'autorisation de nouvelles exigences législatives liées à la protection de l'environnement (création des aires marines protégées) et à l'attribution des autorisations domaniales pour les activités liées à une exploitation économique (obligation de publicité et de mise en concurrence) ;
- la révision de la forme juridique de l'autorisation domaniale, en privilégiant notamment une forme contractuelle plutôt que la forme unilatérale actuelle, ce qui favorisera l'adaptation des modalités de gestion des ZMEL au contexte et aux caractéristiques de la navigation locale.

Les consultations sur ce projet de décret

Le projet de décret soumis à l'avis du bureau du CNML a été élaboré en lien avec les services gestionnaires du domaine public maritime naturel qui ont en charge au sein des DDTM et des DEAL l'instruction des demandes d'occupation ou d'utilisation de ce domaine et en collaboration avec la mission plaisance de la direction des affaires maritimes et avec la direction des affaires juridiques du MTES.

Il fait par ailleurs l'objet :

- d'une consultation des départements ministériels concernés qui s'achèvera le 25 mars 2019,
- d'une consultation du conseil supérieur de la marine marchande (a priori le 18 avril 2019) et du conseil national de l'évaluation des normes (a priori le 9 mai 2019),
- d'une consultation du public qui sera initiée en mai.

La saisine du Conseil d'État est prévue avant l'été.